



**Rapport Financier
Semestriel
2012**

SOMMAIRE

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE	4
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES	8
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	42

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Chailley, le 24 septembre 2012

Joël MARCHAND
Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE

FAITS MARQUANTS

Le 1^{er} semestre s'est déroulé dans un contexte de morosité pour l'ensemble des filières agroalimentaires. Le fléchissement des matières premières à la fin 2011 a été mis à profit par la distribution pour obtenir des baisses de tarifs dès le début de l'année. Malheureusement, après quelques mois de répit, les céréales ainsi que les protéines sont reparties vers une ascension vertigineuse tirant les coûts de revient très fortement à la hausse.

Ce contexte a accentué les difficultés du groupe Doux qui s'est déclaré en cessation des paiements le 1^{er} juin 2012.

En ce qui concerne la consommation de volaille, le panel Kantar (consommation des ménages) affiche une hausse de 0.9% en volume sur le semestre.

Pour sa part, Duc a plutôt bien géré cette période tendue avec un chiffre d'affaires en légère hausse par rapport à 2011. La diminution du chiffre d'affaires sur le secteur de la restauration hors foyer (-14%) a été intégralement compensée par l'évolution positive sur les autres segments de marché.

Le bouclage du plan stratégique à horizon 2015 a permis de mettre l'accent sur l'innovation qui se déclinera sous toutes ses formes dans le cadre de travaux mis en place lors du premier séminaire de l'encadrement organisé fin juin.

L'Assemblée Générale Mixte du 6 avril 2012 a décidé de réduire le capital social de la société-mère du groupe DUC de 9.872.246,40 euros par voie de réduction de 9,30 euros à 4 euros de la valeur nominale des 1.862.688 actions existantes. La réduction de capital est effectuée par apurement d'une partie des pertes antérieures.

Le 15 janvier 2012, la société PEP a activé la clause de garantie de passif concernant la société COBRAL.

EVOLUTION DU SECOND SEMESTRE

L'énorme inflation sur les matières premières aura sans aucun doute un impact à la fois sur le marché en termes de consommation mais également sur le résultat des entreprises.

La filière de la volaille française est en cours de restructuration et il semble évident que cette phase va donner lieu dans un avenir proche à une offre concentrée dans les mains des quelques groupes uniquement.

Nos efforts permanents pour gagner de la compétitivité nous positionnent favorablement pour atteindre nos objectifs et la mise en œuvre de notre plan stratégique 2015 doit conforter durablement nos positions chez nos clients.

RESULTATS

Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)

Les comptes consolidés condensés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2012 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et à leurs interprétations (*).

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2012 au 30/06/2012 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

<i>Chiffre d'affaires consolidé (en millions d'euros)</i>	2012	2011	Variation en %
<i>Premier trimestre</i>	45.34	43.63	+3.93
<i>Deuxième trimestre</i>	44.85	46.50	-3.55
Cumul	90,19	90.13	+0.06

L'activité du Groupe sur le 1^{er} semestre est stable, voire en légère amélioration (+ 0,06 % à 90,19 M€) par rapport au semestre équivalent de 2011.

Cette constance de l'activité est conforme à la consommation de volaille et de produits élaborés des ménages français de janvier à juillet 2012 qui a évolué de 0,9 % (*Sources : FranceAgriMer, d'après Kantar Worldpanel - 26/07/2012*). Dans ce contexte, les volumes commercialisés par le Groupe en GMS suivent la tendance à +1,2%. Le recul des ventes en RHF (-14,4%) conduit à un léger recul de 1.6% des volumes commercialisés par le Groupe.

L'activité dédiée à la production et la commercialisation de poulets de qualité supérieure en Bulgarie (DRB) a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires en phase avec la stratégie adoptée face aux difficultés du marché local. Cependant, ces efforts devraient se traduire positivement sur la rentabilité de cette activité.

<i>(en K€)</i>	30/06/2012	30/06/2011 (*)	31/12/2011 (*)
Chiffre d'affaires	90.189	90.127	180.701
Résultat opérationnel courant	306	(1.532)	(640)
Résultat opérationnel	306	(1.532)	(640)
Coût de l'endettement financier net	(288)	(353)	(726)
Résultat net	17	(1.900)	(1.397)
Résultat net part du Groupe	(4)	(1.892)	(1.397)
Résultat net par action (en €)	(0.00)	(1,04)	(0.77)

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant positif à hauteur de 306 K€, contre un résultat négatif à hauteur de (1.532) K€ au 30 juin 2011.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à 17 K€, contre (1.900) K€ au premier semestre 2012 résultant surtout des réductions des charges réalisées depuis le début de l'exercice.

() Le groupe a opté pour l'application anticipée au 1^{er} janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du 1^{er} semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.*

Réalisation des investissements (en K€)

SITES	Budget 2012	Engagés au 30/06/2012
Charolles Accoupage (Charolles)	96	37
Drôme Accoupage (Crest)	0	37
Duc Chailley	2.128	408
Duc Gouaix	432	57
Duc Riec	1.034	94
Duc Siège	0	153
Duc St Bauzély	1.858	116
Nutri-Bourgogne	185	124
SCEA de Varennes	32	4
TOTAL	5.765	1.030

TENDANCES ET PERSPECTIVES

L'inflation démesurée des matières premières devrait impacter à la fois le marché en termes de consommation mais également le résultat des entreprises du secteur.

La filière de la volaille française est en cours de restructuration et il semble évident que cette phase va donner lieu dans un avenir proche à une offre concentrée dans les mains des quelques groupes uniquement.

Les efforts permanents du Groupe DUC pour gagner en compétitivité le positionnent favorablement pour atteindre ses objectifs.

REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2012

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
FINANCIERE DUC	807 797	43,37
VERNEUIL PARTICIPATIONS	403 158	21,64
VERNEUIL ET ASSOCIES	157	0,01
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65,02</i>
CECAB	313 333	16,82
Public	191 916	10,30
Groupe BONGRAIN	60 000	3,22
Auto-détention	86 327	4,64
TOTAL	1 862 688	100,00

La répartition du capital de la Société a évolué par le rachat par DUC, sur le marché, des actions détenues par la CAFO.

PARTIES LIEES

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2011. La convention de trésorerie conclue entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS telle que décrite dans le rapport financier annuel 2011 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 avril 2011) demeure inchangée.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport aux risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (« Analyse des risques de marché », page 17 du rapport financier annuel 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 avril 2011).

Evènement IMPORTANT INTERVENU DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET

Le Tribunal de commerce de Quimper a décidé, le 10 septembre 2012, de retenir l'offre de reprise partielle déposée par le Groupe DUC conjointement à GLON SANDERS HOLDING sur le couvoir DOUX d'Amilly et le site d'abattage de poulets DOUX de Boynes dans le Loiret.

A ces fins, une société par actions simplifiée, dénommée « DGS », a été constituée. Son siège social se situe à Guisriff (56560). Le capital de cette nouvelle société holding est intégralement détenu à parts égales entre le Groupe DUC et GLON SANDERS HOLDING.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

A - Etat du résultat global

Données en K€	Notes	30/06/2012	30/06/11 *	31/12/11 *
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.1, 20	90 189	90 127	180 701
Achats consommés	21	(45 817)	(47 540)	(93 865)
Charges de personnel	24	(16 088)	(16 119)	(31 264)
Charges externes	22	(25 585)	(24 478)	(49 565)
Impôts et taxes		(1 617)	(1 767)	(3 645)
Dotations aux amortissements	23	(1 411)	(1 371)	(2 771)
Dotations et reprises de provisions		(203)	229	(495)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.12, 3.13	679	(892)	(179)
Autres produits d'exploitation	25	295	2 469	2 741
Autres charges d'exploitation	26	(136)	(2 190)	(2 298)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		306	(1 532)	(640)
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles				
RESULTAT OPERATIONNEL	3.2	306	(1 532)	(640)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		6		10
Coût de l'endettement financier brut	27	(294)	(353)	(736)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		(288)	(353)	(726)
Autres produits financiers		7	12	23
Autres charges financières			(27)	(21)
Impôt sur les résultats		(8)		(33)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION		17	(1 900)	(1 397)
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET DE LA PERIODE		17	(1 900)	(1 397)
Part du groupe		(4)	(1 892)	(1 397)
Intérêts minoritaires		21	(8)	0
Résultat net de base par action (en euros)	28	(0.00)	(1.04)	(0.77)
Résultat net dilué par action (en euros)	28	(0.00)	(1.04)	(0.77)
Eléments non recyclables au compte de résultat		(589)	23	92
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		(589)	23	92
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables				
Eléments recyclables au compte de résultat				
- Réévaluation des terrains				
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables				
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE		(572)	(1 877)	(1 305)
Part du groupe		(593)	(1 869)	(1 305)
Intérêts minoritaires		21	(8)	0

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

B - Etat de la situation financière

Données en K€				
ACTIF	Notes	30/06/2012	30/06/11 *	31/12/11 *
ACTIFS NON-COURANTS				
Goodwill				
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	677	395	696
Immobilisations corporelles	3.6, 6	25 244	26 523	25 540
Immeubles de placement	3.7, 7			
Participations entreprises associées				
Titres disponibles à la vente				
Autres actifs non courants	8	2 859	2 255	2 269
Actifs d'impôts différés	3.22, 9			
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		28 780	29 173	28 505
ACTIFS COURANTS				
Actifs biologiques	3.12, 10	6 830	6 336	6 498
Stocks	3.13, 11	8 846	7 691	8 378
Clients et comptes rattachés	12	22 340	19 943	22 925
Autres actifs courants	12	3 732	4 110	2 814
Actif d'impôt exigible	12	233	166	202
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.15, 13	646	997	1 393
TOTAL ACTIFS COURANTS		42 627	39 243	42 210
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
TOTAL ACTIF		71 407	68 416	70 715
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis	14.1	7 451	17 323	17 323
Autres réserves	14.2	(5 946)	(14 009)	(13 832)
Titres en auto-contrôle	14.3	(915)	(838)	(838)
Résultat de l'exercice		(4)	(1 892)	(1 397)
Capitaux propres part du groupe		586	584	1 256
Interêts minoritaires		298	32	277
TOTAL CAPITAUX PROPRES		884	616	1 533
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	15	4 464	3 599	3 692
Emprunts et dettes financières à long terme	16	1 503	2 771	2 227
Passif d'impôts non courants	3.22, 9	16		16
Autres passifs non courants	16	2 012	2 030	2 012
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		7 995	8 400	7 947
PASSIFS COURANTS				
Provisions à court terme	15.1	111	54	49
Emprunts à court terme	16	22 826	19 705	20 885
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	16	1 400	1 364	1 296
Fournisseurs et autres créditeurs		25 978	25 925	27 268
Passif d'impôt courants			718	369
Autres passifs courants	17	12 213	11 634	11 368
TOTAL PASSIFS COURANTS		62 528	59 400	61 235
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		71 407	68 416	70 715

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en K€	Notes	30/06/2012	30/06/11 *	31/12/11 *
Résultat net des sociétés intégrées		17	-1 900	-1 397
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Amortissements et provisions		1 656	1 461	3 185
- Variation des impôts différés				16
- Plus-values de cession		16	10	24
Marge brute d'autofinancement		1 689	-429	1 828
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	18	-1 976	56	-1 789
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-287	-373	39
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-40	-40	-393
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-1 165	-1 066	-1 668
Variation des autres immobilisations financières	8	-590	-130	-132
Remboursement de prêts			6	6
Cession d'immobilisations		108	2 150	2 196
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 687	920	9
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :				
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire				344
Variation de titres en auto-contrôle	14.3	-77		
Remboursements d'emprunts		-623	-595	-1 199
Variation des comptes courants long terme			-104	-122
Variation des autres dettes financières		-14	-15	-22
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-714	-714	-999
Incidence des variations de cours des devises				
Variations de trésorerie		-2 688	-167	-951
Trésorerie d'ouverture	13.2	-19 492	-18 541	-18 541
Trésorerie de clôture	13.2	-22 180	-18 708	-19 492

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

D - Variation des capitaux propres consolidés

Données en K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
CAPITAUX PROPRES IFRS au 01/01/11 *	1 862 688	17 323	7 386	-23 954	2 536		-838	2 453	42	2 495
Résultat net du 1er semestre 2011				-1 892				-1 892	-8	-1 900
Autres éléments du résultat global						23		23		23
<i>Résultat global</i>				-1 892		23		-1 869	-8	-1 877
Autres variations									-2	-2
CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/11 *	1 862 688	17 323	7 386	-25 846	2 536	23	-838	584	32	616
Résultat net du 2ème semestre 2011				495				495	8	503
Autres éléments du résultat global						69		69		69
<i>Résultat global</i>				495		69		564	8	572
Augmentation de capital Drome Accouvage									344	344
Effet de dilution lié à l'augmentation de capital				108				108	-108	
Autres variations									1	1
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/11 *	1 862 688	17 323	7 386	-25 243	2 536	92	-838	1 256	277	1 533
Résultat net du 1er semestre 2012				-4				-4	21	17
Autres éléments du résultat global						-589		-589		-589
<i>Résultat global</i>				-4		-589		-593	21	-572
Réduction de capital		-9 872		9 872						
Variation des titres en autocontrôle							-77	-77		-77
CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/12	1 862 688	7 451	7 386	-15 375	2 536	-497	-915	586	298	884

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

E - NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2012

(en milliers d'euros sauf indication différente)

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1. Présentation du groupe

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La Société DUC, mère du Groupe, est non seulement une société holding mais elle exerce également des activités économiques propres puisque DUC exploite les couvoirs de Charolles et de Crest ainsi que les unités d'abattage, de découpe et de conditionnement de volailles situées à Chailley, Saint Bauzély et Riec sur Belon, ainsi qu'une unité de transformation de produits élaborés à Gouaix.

DUC maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production de poulets, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Les éleveurs sont des prestataires de service liés par un contrat d'exclusivité à la Société DUC. Ils sont rémunérés en fonction de trois critères principaux qui sont leur performance, le respect du cahier des charges et la qualité des produits. DUC reste propriétaire du cheptel et fournit l'aliment aux éleveurs.

Cet aliment est fabriqué par la filiale NUTRI-BOURGOGNE, pour environ 98 % de la consommation, qui achète ses céréales auprès des agriculteurs locaux pour le blé et les pois, des grands groupes céréaliers français pour le maïs et des négociants internationaux pour le soja.

DUC se fournit en dindes auprès d'une filiale de la CECAB en volaille abattues et se charge des opérations de découpe et /ou de transformation puis de la commercialisation des produits.

Spécialiste de la volaille de qualité, DUC propose une gamme complète et variée de produits élaborés, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence.

DUC commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe.

Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes, saucisses et produits épicés.

DUC adapte ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

En terme de chiffre d'affaires, DUC se trouve, pour l'exercice 2011, au 7^{ème} rang des groupes volaillers français (source : Filières Avicoles).

Néanmoins, le positionnement de la société DUC est essentiellement national et bien distinct de celui des produits standards puisque fondé sur une démarche de certification, reconnue et encadrée par le ministère de l'agriculture et de la pêche.

1.2. Faits majeurs de la période

- Le 1er semestre s'est déroulé dans un contexte de morosité pour l'ensemble des filières agroalimentaires.

Le fléchissement des matières premières à la fin 2011 a été mis à profit par la distribution pour obtenir des baisses de tarifs dès le début de l'année. Malheureusement, après quelques mois de répit, les céréales ainsi que les protéines sont réparties vers une ascension vertigineuse tirant les coûts de revient très fortement à la hausse.

Ce contexte a accentué les difficultés du groupe Doux qui s'est déclaré en cessation des paiements le 1er juin 2012.

En ce qui concerne la consommation de volaille, le panel Kantar (consommation des ménages) affiche une hausse de 0.9% en volume sur le semestre.

Pour sa part, Duc a plutôt bien géré cette période tendue avec un chiffre d'affaires en légère hausse par rapport à 2011. La diminution du chiffre d'affaires sur le secteur de la restauration hors foyer (-14%) a été intégralement compensée par l'évolution positive sur les autres segments de marché.

Le bouclage du plan stratégique à horizon 2015 a permis de mettre l'accent sur l'innovation qui se déclinera sous toutes ses formes dans le cadre de travaux mis en place lors du premier séminaire de l'encadrement organisé fin juin.

- L'Assemblée Générale Mixte du 6 avril 2012 a décidé de réduire le capital social de la société mère du groupe DUC de 9.872.246,40 euros par voie de réduction de 9,30 euros à 4 euros de la valeur nominale des 1.862.688 actions existantes. La réduction de capital est effectuée par apurement d'une partie des pertes antérieures.
- Le 15 janvier 2012, la société PEP a activé la clause de garantie de passif concernant la société COBRAL.

1.3. Perspectives d'avenir

L'énorme inflation sur les matières premières aura sans aucun doute un impact à la fois sur le marché en termes de consommation mais également sur le résultat des entreprises.

La filière de la volaille française est en cours de restructuration et il semble évident que cette phase va donner lieu dans un avenir proche à une offre concentrée dans les mains des quelques groupes uniquement.

Nos efforts permanents pour gagner de la compétitivité nous positionnent favorablement pour atteindre nos objectifs et la mise en œuvre de notre plan stratégique 2015 doit conforter durablement nos positions chez nos clients.

1.4. Répartition du capital au 30 juin 2012

Actionnaires	Nombre de titres			% du capital
	Au porteur	Au nominatif	Total	
Financière Duc		807 797	807 797	43.37%
Verneuil Participations (1)		403 158	403 158	21.64%
Verneuil et Associés		157	157	0.01%
<i>Sous total Groupe Verneuil</i>		<i>1 211 112</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65.02%</i>
CECAB		313 333	313 333	16.82%
Public	188 832	3 084	191 916	10.30%
Groupe BONGRAIN		60 000	60 000	3.22%
Auto détention	86 327		86 327	4.63%
TOTAL	275 159	1 587 529	1 862 688	100.00%

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil.

1.5. Principes comptables

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2012 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2012 au 30/06/2012 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

DUC a décidé d'opter, au 1er janvier 2012, pour l'application par anticipation de la norme IAS 19 révisée (« Avantages du personnel »).

Première application de la norme IAS 19 révisée

Cette norme révisée dont l'application est rétrospective a notamment les conséquences suivantes :

- Les engagements du groupe envers ses salariés sont intégralement comptabilisés à la clôture de chaque exercice ; l'option du « corridor » est supprimée, ainsi que la possibilité d'amortir les écarts actuariels et les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite sur la durée résiduelle d'activité des salariés concernés.
- Les écarts actuariels et les coûts des services passés non provisionnés au 31 décembre 2010 ont été comptabilisés par contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1er janvier 2011 ;
- Les écarts actuariels nés postérieurement au 1er janvier 2011 sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » (non recyclables dans le compte de résultat) ;
- Les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1er janvier 2011 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « Dotations et reprises de provisions » ;
- Le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des passifs sociaux.

En raison du caractère rétrospectif de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts détaillés de la première application de la norme IAS 19 révisée sont présentés dans la note 15.3.

1.6. Présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées.

Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4. Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture et qui sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Continuité d'exploitation : Les comptes de la société DUC SA ont été établis au 30 juin 2012 selon l'hypothèse de l'application du principe de continuité de l'exploitation, assurée notamment par :

- le maintien du soutien de la CECAB sous forme d'un encours fournisseurs ;
- les prévisions d'exploitation positives conformément au budget 2012.

2. MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Estimations de la Direction

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêt des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

2.2. Règles de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

2.3. Date d'arrêté des comptes

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2012.

2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

2.6. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par les IFRS. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs est comptabilisé en goodwill.

Quand la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, le Groupe comptabilise le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. Les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale se font dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

3.2. Résultat opérationnel

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

3.3. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

3.4. Résultats par action

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de Duc, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

3.5. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

Cas particulier des frais de recherche et développement

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés comme des coûts de

recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

3.6. Immobilisations corporelles

3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	3 à 50 ans linéaire, 4 à 15 ans dégressif
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

3.6.3. Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

3.7. Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment - ou partie d'un bâtiment - ou les deux) détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Le Groupe a choisi de comptabiliser ultérieurement à leur acquisition les immeubles de placement selon la méthode du coût amorti, soit à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, conformément au modèle décrit dans la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, paragraphe 30.

Les principales durées d'utilité retenues sont 15, 20 ans et 35 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement.

3.8. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

3.8.1. Comptabilisation des contrats de location-financement

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

3.8.2. Comptabilisation des contrats de location simple

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

3.9. Autres actifs financiers

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

3.10. Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

3.11. Actifs destinés à être cédés

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, sont classés comme destinés à être cédés quand leur valeur comptable sera recouverte principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue, la vente devant être hautement probable.

Une activité est considérée comme abandonnée selon les critères identiques à ceux utilisés pour déterminer les actifs destinés à être cédés.

Ces actifs ou cette activité sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

3.12. Actifs biologiques

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couver
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couver produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couver sont évalués ainsi :
 - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
 - o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
 - o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
 - o Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

Les futurs reproducteurs et reproducteurs constituent des éléments de la filière amont de l'œuf à couver dont le prix de revient est inférieur à son prix de marché. Le facteur déclenchant une éventuelle dépréciation serait la constatation d'un prix de marché de l'œuf à couver qui deviendrait inférieur au prix de revient.

Les sources externes utilisées pour la valorisation des actifs biologiques sont déterminées sur la base des dernières transactions réalisées avec des intervenants extérieurs. Au cas précis, ils sont les suivants :

- Les prix de marché d'œufs à couver au départ du département de l'Yonne.
- Les prix de marché du poulet standard vif dans le département de l'Yonne.

Par ailleurs, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

3.13. Stocks

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

3.14. Créances d'exploitation

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

3.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

3.16. Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

3.17. Pertes de valeur des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Au 30/06/2012, un test de dépréciation sur les immobilisations a été effectué sur les comptes du groupe DUC sur la base d'un business plan sur 3 ans. Concernant l'actualisation des flux de trésorerie, nous avons retenu une période de projection de 5 ans.

Le marché dans lequel évolue le groupe DUC étant relativement risqué, nous avons retenu un taux d'actualisation avant impôt de 9,48%.

Sur une hypothèse de 5 ans, la valeur nette comptable des actifs ainsi estimés du groupe DUC au 31/12/2011 ne nécessite pas de dépréciation.

Tests de sensibilité :

- L'évolution de 1 point à la hausse du taux d'actualisation ne conduirait à aucune dépréciation ;
- L'évolution de 1 point à la baisse du taux de croissance à l'infini ne conduirait à aucune dépréciation ;
- L'évolution de 1 point à la hausse du coût du vif (non répercutée dans les prix de vente) ne conduirait à aucune dépréciation ;
- L'évolution de 1 point à la hausse des charges variables ne conduirait à aucune dépréciation ;

De même, aucun des différents scénarii envisagés sur ces bases ne conduirait à une dépréciation.

3.17.1. Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

3.17.2. Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

3.18. Passifs financiers et instruments dérivés

3.18.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts à long terme » du bilan.

3.18.2. Instruments hybrides et instruments dérivés

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

3.19. Gestion des risques

La politique de DUC est de ne pas opérer sur les marchés à des fins spéculatives. Les instruments financiers utilisés ont pour seul objectif de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

3.19.1. Risque du prix de l'aliment.

Il est procédé à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture au 30/06/12 pour l'achat de nos principales matières premières est de 69,1% de nos besoins estimés jusqu'à fin 2012.

Le tonnage total prévu pour ces matières premières est de 51 000 tonnes (dont 35 675 tonnes couvertes).

On peut estimer qu'une hausse de 10% du prix de l'aliment se traduit par une hausse du prix du produit fini de l'ordre de 3,5%.

3.19.2. Risque de liquidité

La dette bancaire figurant au passif du bilan de DUC au 30/06/12 est constituée exclusivement en euros.

Les dettes ne sont pas assorties de « covenants ».

Compte tenu du montant restreint de la dette bancaire figurant au passif du bilan, on peut considérer que la capacité d'accès au crédit est limitée et également que le groupe opte pour des modes de financement différents notamment pour le crédit-bail quand il s'agit de financer des matériels.

Pour le financement de ses besoins en trésorerie, le Groupe fait appel à l'affacturage et à l'escompte.

3.19.3. Risque de taux d'intérêts

Au 30/06/12, la Société DUC ne détient pas d'emprunt à taux variable et elle n'a pas de couverture du risque de taux.

3.19.4. Risque de change

Les risques de change sont quasi inexistants car le marché de DUC est essentiellement concentré sur la zone euro. Les clients du Royaume Uni qui représentent moins de 1% du chiffre d'affaires de DUC sont facturés en livres sterling. DUC ne pratique pas d'achat en devises et ne détient pas non plus de titres de filiales ou participations en devises. DUC n'a donc pas souscrit de couverture du risque de change.

3.19.5. Risque sur actions

La sensibilité du résultat de Duc à une baisse de valeur des titres auto-détenus peut être aisément estimée puisqu'en lien unique avec le résultat de la société.

3.20. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme

Comme indiqué dans la note 1 sur les principes comptables, DUC a opté pour une application anticipée de la norme IAS 19 révisée au 1er janvier 2012.

De ce fait, les états financiers de l'exercice 2011 ont été retraités de façon rétrospective en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts détaillés de la première application de la norme IAS 19 révisée sont présentés dans la note 15.3.

3.20.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par une méthode actuarielle et il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

En ce qui concerne les modalités de départ à la retraite, l'hypothèse retenue est un départ à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. Les âges de départ à la retraite (excepté pour les salariés de l'établissement Gouaix) sont de 64 ans pour les cadres et 63 ans pour les techniciens. Pour les employés et les ouvriers, l'âge de départ à la retraite a été modifié pour l'adapter à la réforme de la Loi des Retraites n°2010-1330 du 09 novembre 2010 et la loi de finances rectificative du 07 novembre 2011 (décret n°2011-916) : 61 ans pour les employés nés avant 1952, 60 ans pour les ouvriers nés avant 1952, puis 62 ans progressivement. L'impact de cette modification a été traité en Coût des Services Passés à étaler pendant la durée résiduelle d'activité des effectifs concernés à partir du 1er janvier 2011. Le barème des droits pour le personnel non-cadre a été modifié suite à l'accord du 31 décembre 2009 portant actualisation de la convention. L'impact de cette modification a été traité en Coût des Services Passés à étaler pendant la durée résiduelle d'activité des effectifs concernés à partir du 1er janvier 2010.

Pour Gouaix, l'âge de départ en retraite est 65 ans pour l'ensemble des salariés, comme prévu par la convention collective à laquelle est rattaché cet établissement.

Le taux d'actualisation retenu par le Groupe DUC pour le calcul des engagements sociaux au 30/06/2012 est le taux iBoxx corporates AA : 3,38% pour les MDT, arrondi à 3,40% pour les IFC (4,40% au 31/12/11). Conformément aux préconisations de la norme IAS 19, ces taux sont donc proches des taux des obligations long terme sur le marché financier de maturité comparable à la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés du Groupe DUC.

Le taux de revalorisation des salaires retenu par le Groupe DUC est de 0,90% pour l'ensemble des effectifs.

3.20.2. Indemnités de cessation de services

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

3.20.3. Autres avantages à long terme

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

3.21. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

3.22. Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2012

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 30/06/12
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-207
Sociétés consolidées					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100.00	100.00	IG	19
DRB, Bulgarie		51.00	51.00	IG	35
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	100.00	100.00	IG	15
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69.96	69.96	IG	-3
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100.00	100.00	IG	2
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100.00	100.00	IG	-3
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	100.00	100.00	IG	28
SCI DE LA TIRANDIERE, 89 Chailley	390 363 463	100.00	100.00	IG	-1
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100.00	100.00	IG	-84
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100.00	100.00	IG	36

IG : intégration globale

La société Dialzo, dont Duc détient 38.77% du capital, est en liquidation judiciaire. Cette société est déconsolidée depuis le 01/07/09.

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2011	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2012
Marques	23				23
Logiciels	893	40			933
Droit au bail	60				60
Autres immos incorporelles	175				175
TOTAUX	1 151	40			1 191

AMORTISSEMENTS	31/12/2011	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2012
Logiciels	455	59			514
Droit au bail					
Autres immos incorporelles					
TOTAUX	455	59			514

VALEURS NETTES	31/12/2011			30/06/2012
Marques	23			23
Logiciels	438			419
Droit au bail	60			60
Autres immos incorporelles	175			175
TOTAUX	696			677

Il n'y a pas actuellement de programmes de recherche et développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2011	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2012
Terrains	3 137				3 137
Terrains en crédit-bail	15				15
Constructions	29 137	397	-209	162	29 487
Constructions en crédit-bail	953				953
Matériel et outillage	15 931	298	-133	82	16 178
Matériel et outillage en crédit-bail	5 077				5 077
Autres immobilisations corporelles	802	59	-28		833
Autres immos corporelles en crédit-bail	12	17			29
Immobilisations en cours	652	410		-244	818
TOTAUX	55 716	1 181	-370		56 527

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2011	Dotations	Cessions et reprises	Autres mouvements	30/06/2012
Terrains	2				2
Terrains en crédit-bail					
Constructions	14 699	512	-196		15 015
Constructions en crédit-bail	524	24			548
Matériel et outillage	10 821	581	-50		11 352
Matériel et outillage en crédit-bail	3 364	192			3 556
Autres immobilisations corporelles	581	40			621
Autres immos corporelles en crédit-bail	7	4			11
Immobilisations en cours	178				178
TOTAUX	30 176	1 353	-246		31 283

VALEURS NETTES	31/12/2011	30/06/2012
Terrains	3 135	3 135
Terrains en crédit-bail	15	15
Constructions	14 438	14 472
Constructions en crédit-bail	429	405
Matériel et outillage	5 110	4 826
Matériel et outillage en crédit-bail	1 713	1 521
Autres immobilisations corporelles	221	212
Autres immos corporelles en crédit-bail	5	18
Immobilisations en cours	474	640
TOTAUX	25 540	25 244

Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée par un rapport d'expert et par référence directe à un prix de marché pour les terrains dans l'Yonne (réf : SAFER de bourgogne 2005).

7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

VALEURS BRUTES	31/12/2011	Acquisitions	Cessions	30/06/2012
Constructions	57			57
Constructions en crédit-bail				
TOTAUX	57			57

AMORTISSEMENTS	31/12/2011	Dotations	Reprises	30/06/2012
Constructions	57			57
Constructions en crédit-bail				
TOTAUX	57			57

VALEURS NETTES	31/12/2011		30/06/2012
Constructions			
Constructions en crédit-bail			
TOTAUX			

8. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

VALEURS BRUTES	31/12/2011	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	30/06/2012
Titres de participation non consolidés	143				143
Prêts et autres immos financières	2 269	590			2 859
TOTAUX	2 412	590			3 002

PROVISIONS	31/12/2011	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	30/06/2012
/ Titres de participation non consolidés	143				143
/ Prêts et autres immos financières					
TOTAUX	143				143

VALEURS NETTES	31/12/2011		30/06/2012
Titres de participation non consolidés			
Prêts et autres immos financières	2 269		2 859
TOTAUX	2 269		2 859

Les titres de participation correspondent à ceux de la société Dialzo dont Duc détient 38.77% du capital. Cette société, en liquidation judiciaire, est déconsolidée depuis le 01/07/09. Les titres sont intégralement provisionnés dans DUC.

Au poste « Prêts et autres immobilisations financières » figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 10% de l'encours clients cédé chez DUC.

9. IMPOTS DIFFERES

LIBELLE DES BASES	30/06/2012		31/12/2011		VARIATION
	BASES D'IDA	IDA	BASES D'IDA	IDA	
Reclassement des subventions en produits constatés d'avance	758	253	794	265	-12
Provision pour indemnités de retraite	4 169	1 390	2 324	775	615
Organic	176	58	362	121	-63
Provision pour autres avantages long terme	196	65	175	58	7
Effort construction	45	15	88	29	-14
Déficits fiscaux	441	147	2 129	710	-563
Provisions non déductibles	433	144	356	119	26
TOTAUX	6 218	2 072	6 228	2 076	-4

LIBELLE DES BASES	30/06/2012		31/12/2011		VARIATION
	BASES D'IDP	IDP	BASES D'IDP	IDP	
Provisions réglementées	2 058	686	2 103	701	-15
Réévaluation des immobilisations	2 703	901	2 709	903	-2
Crédit-bail	614	205	583	194	10
Provision / titres d'autocontrôle	754	251	746	249	3
Provisions sur C/C groupe	134	45	134	45	
TOTAUX	6 263	2 088	6 275	2 092	-4

IMPOT DIFFERE NET	-45	-16	-47	-16	0
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		16		16	
PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS					

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Des impôts différés actif sont activés sur une partie des déficits fiscaux du groupe fiscal Duc. Le montant activé correspond aux impôts différés passifs nets du groupe fiscal soit 147 K€ au 30/06/12 (710K€ au 31/12/11). L'activation des impôts différés résulte de l'existence de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable qui engendreront des montants imposables sur lesquels les reports déficitaires activés pourront s'appliquer.

Le montant des impôts différés potentiellement activables au titre des déficits reportables s'élève à 10 980 K€.

10. ACTIFS BIOLOGIQUES

VALEURS BRUTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Futurs reproducteurs	464	436	410
Reproducteurs	1 118	883	897
Oeufs à couvrir	600	572	546
Volailles de chair	4 648	4 445	4 645
TOTAUX	6 830	6 336	6 498

Les actifs biologiques ne font l'objet d'aucune dépréciation.

11. STOCKS

VALEURS BRUTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Matières premières et approvisionnements	4 775	4 177	4 707
Produits finis	4 558	3 956	4 214
TOTAUX	9 333	8 133	8 921

PROVISIONS	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Matières premières et approvisionnements			
Produits finis	487	442	543
TOTAUX	487	442	543

VALEURS NETTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Matières premières et approvisionnements	4 775	4 177	4 707
Produits finis	4 071	3 514	3 671
TOTAUX	8 846	7 691	8 378

12. CREANCES

12.1. Détail des créances

VALEURS BRUTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Clients	22 280	19 918	22 848
Clients douteux	282	637	747
Créances fiscales et sociales	2 558	1 398	2 060
Avances et acomptes versés sur commandes	270	154	180
Charges constatées d'avance	422	246	97
Autres créances d'exploitation	21 610	23 440	21 605
Actif d'impôt exigible	233	166	202
TOTAUX	47 655	45 959	47 739

PROVISIONS	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Provision sur clients douteux	222	612	670
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 128	21 128	21 128
TOTAUX	21 350	21 740	21 798

VALEURS NETTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Clients	22 280	19 918	22 848
Clients douteux	60	25	77
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>22 340</i>	<i>19 943</i>	<i>22 925</i>
Créances fiscales et sociales	2 558	1 398	2 060
Avances et acomptes versés sur commandes	270	154	180
Charges constatées d'avance	422	246	97
Autres créances d'exploitation	482	2 312	477
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>3 732</i>	<i>4 110</i>	<i>2 814</i>
Actif d'impôt exigible	233	166	202
TOTAUX	26 305	24 219	25 941

Les autres créances d'exploitation intègrent 21 104 K€ de compte courant envers BSA Bourgoin et BSAD totalement provisionnés.

12.2. Echancier des créances

Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

13.1. Décomposition de la trésorerie brute

VALEURS BRUTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Comptes à terme et actions	577	801	1 075
Disponibilités	69	196	318
TOTAUX	646	997	1 393

PROVISIONS	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Comptes à terme et actions			
TOTAUX			

VALEURS NETTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Comptes à terme et actions	577	801	1 075
Disponibilités	69	196	318
TOTAUX	646	997	1 393

13.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Trésorerie brute	646	997	1 393
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-22 826	-19 705	-20 885
Trésorerie nette	-22 180	-18 708	-19 492

14. CAPITAUX PROPRES

14.1. Capital social

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Nombre de titres	1 862 688	1 862 688	1 862 688
Valeur nominale (en euros)	4.00	9.30	9.30
CAPITAL SOCIAL	7 450 752	17 322 998	17 322 998
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	86 327	47 447	47 447
Nombre d'actions en circulation	1 776 361	1 815 241	1 815 241

Le capital social a été réduit, sur le 1^{er} semestre 2012, de 9 872 K€ par voie de réduction de la valeur nominale des 1 862 688 actions existantes qui a été réduite de 9,30 euros à 4 euros. Au 30/06/12, le capital social s'élève à 7 451 K€.

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2011 n'est prévue en 2012.

Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

14.2. Autres réserves

	30/06/2012	30/06/11 *	31/12/11 *
Prime d'émission	7 385	7 385	7 385
Report à nouveau	-17 766	-27 597	-27 597
Ecart de réévaluation société mère	91	91	91
Réserves consolidées	4 344	6 112	6 289
Autres réserves	-5 946	-14 009	-13 832

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

14.3. Titres en autocontrôle

Le 21/06/12, DUC a acquis 38 880 de ses propres actions pour 77 K€.

15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

15.1. Variation des provisions pour risques et charges

	PROVISIONS LONG TERME				PROVISIONS COURT TERME		
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	TOTAL	Provisions pour litiges prud'homiaux	Provisions pour amendes et pénalités	TOTAL
Valeur au 31/12/2011*	3 422	243	27	3 692	35	14	49
Augmentation des provisions	765	25		790	76		76
Montants repris utilisés	-18			-18		-14	-14
Valeur au 30/06/12	4 169	268	27	4 464	111		111

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

15.2. Variation des provisions pour indemnités de départ en retraite

	30/06/2012	30/06/11 *	31/12/2011 *
Montant de la provision à l'ouverture de la période	-3 422	-3 227	-3 227
(Gains) ou pertes actuariels générés	-589	23	92
Coûts des services passés			
Other Comprehensive Income	-589	23	92
Coût des services	-97	-95	-190
Coût net d'intérêt sur la provision	-78	-75	-151
Prestations payées par l'employeur	17	51	54
Impact sur le résultat	-158	-119	-287
Montant de la provision à la clôture de la période	-4 169	-3 323	-3 422

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

15.3. Application anticipée de la révision de la norme IAS 19

La présente note récapitule les principaux impacts de la première application de la norme IAS 19 révisée sur les capitaux propres au 1er janvier 2011 ainsi que sur les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011.

15.3.1. Retraitement des capitaux propres au 1er janvier 2011

Données en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/10 (publié)	17 323	7 386	-22 783	2 536		-838	3 624	42	3 666
Ajustements de la dettes actuarielle Impôts différés associés			-390		-1 171 390		-1 171		-1 171
CAPITAUX PROPRES IFRS au 01/01/11	17 323	7 386	-23 173	2 536	-781	-838	2 453	42	2 495

15.3.2. Passage du compte de résultat publié vers le compte de résultat retraité

Données en K€	1er semestre 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	1er semestre 2011 retraité	Exercice 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	Exercice 2011 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	90 127		90 127	180 701		180 701
Achats consommés	(47 540)		(47 540)	(93 865)		(93 865)
Charges de personnel	(16 119)		(16 119)	(31 264)		(31 264)
Charges externes	(24 478)		(24 478)	(49 565)		(49 565)
Impôts et taxes	(1 767)		(1 767)	(3 645)		(3 645)
Dotations aux amortissements	(1 371)		(1 371)	(2 771)		(2 771)
Dotations et reprises de provisions	215	14	229	(477)	(18)	(495)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	(892)		(892)	(179)		(179)
Autres produits d'exploitation	2 469		2 469	2 741		2 741
Autres charges d'exploitation	(2 190)		(2 190)	(2 298)		(2 298)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(1 546)	14	(1 532)	(622)	(18)	(640)
Autres produits opérationnels						
Autres charges opérationnelles						
RESULTAT OPERATIONNEL	(1 546)	14	(1 532)	(622)	(18)	(640)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				10		10
Coût de l'endettement financier brut	(353)		(353)	(736)		(736)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(353)		(353)	(726)		(726)
Autres produits financiers	12		12	23		23
Autres charges financières	(27)		(27)	(21)		(21)
Impôt sur les résultats				(33)		(33)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence						
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION	(1 914)	14	(1 900)	(1 379)	(18)	(1 397)
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession						
RESULTAT NET DE LA PERIODE	(1 914)	14	(1 900)	(1 379)	(18)	(1 397)
Part du groupe	(1 906)		(1 892)	(1 379)	(18)	(1 397)
Intérêts minoritaires	(8)		(8)	0		0
Résultat net de base par action (en euros)	(1.05)	0.01	(1.04)	(0.76)	(0.01)	(0.77)
Résultat net dilué par action (en euros)	(1.05)	0.01	(1.04)	(0.76)	(0.01)	(0.77)
Eléments non recyclables au compte de résultat		23	23		92	92
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		23	23		92	92
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables						
Eléments recyclables au compte de résultat						
- Réévaluation des terrains						
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables						
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	(1 914)	37	(1 877)	(1 379)	74	(1 305)
Part du groupe	(1 906)	37	(1 869)	(1 379)	74	(1 305)
Intérêts minoritaires	(8)		(8)	0		0

15.3.3. Passage de l'état de la situation financière publié vers l'état de la situation financière retraité

ACTIF	1er semestre 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	1er semestre 2011 retraité	Exercice 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	Exercice 2011 retraité
ACTIFS NON-COURANTS						
Goodwill						
Immobilisations incorporelles	395		395	696		696
Immobilisations corporelles	26 523		26 523	25 540		25 540
Immeubles de placement						
Participations entreprises associées						
Titres disponibles à la vente						
Autres actifs non courants	2 255		2 255	2 269		2 269
Actifs d'impôts différés						
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	29 173		29 173	28 505		28 505
ACTIFS COURANTS						
Actifs biologiques	6 336		6 336	6 498		6 498
Stocks	7 691		7 691	8 378		8 378
Clients et comptes rattachés	19 943		19 943	22 925		22 925
Autres actifs courants	4 110		4 110	2 814		2 814
Actif d'impôt exigible	166		166	202		202
Trésorerie et équivalent de trésorerie	997		997	1 393		1 393
TOTAL ACTIFS COURANTS	39 243		39 243	42 210		42 210
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées						
TOTAL ACTIF	68 416		68 416	70 715		70 715

PASSIF	1er semestre 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	1er semestre 2011 retraité	Exercice 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	Exercice 2011 retraité
CAPITAUX PROPRES						
Capital émis	17 323		17 323	17 323		17 323
Autres réserves	(12 859)	(1 150)	(14 009)	(12 753)	(1 079)	(13 832)
Titres en auto-contrôle	(838)		(838)	(838)		(838)
Résultat de l'exercice	(1 906)	14	(1 892)	(1 379)	(18)	(1 397)
Capitaux propres part du groupe	1 720	(1 136)	584	2 353	(1 097)	1 256
Interêts minoritaires	32		32	277		277
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 752	(1 136)	616	2 630	(1 097)	1 533
PASSIFS NON COURANTS						
Provisions à long terme	2 463	1 136	3 599	2 595	1 097	3 692
Emprunts et dettes financières à long terme	2 771		2 771	2 227		2 227
Passif d'impôts non courants				16		16
Autres passifs non courants	2 030		2 030	2 012		2 012
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	7 264	1 136	8 400	6 850	1 097	7 947
PASSIFS COURANTS						
Provisions à court terme	54		54	49		49
Emprunts à court terme	19 705		19 705	20 885		20 885
Partie courante des emprunts et dettes	1 364		1 364	1 296		1 296
Fournisseurs et autres créditeurs	25 925		25 925	27 268		27 268
Passif d'impôt courants	718		718	369		369
Autres passifs courants	11 634		11 634	11 368		11 368
TOTAL PASSIFS COURANTS	59 400		59 400	61 235		61 235
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées						
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	68 416		68 416	70 715		70 715

15.3.4. Passage du tableau des flux de trésorerie publié vers le tableau des flux de trésorerie retraité

Données en K€	1er semestre 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	1er semestre 2011 retraité	Exercice 2011 publié	Ajustements IAS 19 R	Exercice 2011 retraité
Résultat net des sociétés intégrées	(1 914)	14	(1 900)	(1 379)	(18)	(1 397)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :						
- Amortissements et provisions	1 475	-14	1 461	3 167	18	3 185
- Variation des impôts différés				16		16
- Plus-values de cession	10		10	24		24
Marge brute d'autofinancement	-429		-429	1 828		1 828
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	56		56	(1 789)		-1 789
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-373		-373	39		39
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :						
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(40)		-40	(393)		-393
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 066)		-1 066	(1 668)		-1 668
Variation des autres immobilisations financières	(130)		-130	(132)		-132
Remboursement de prêts	6		6	6		6
Cession d'immobilisations	2 150		2 150	2 196		2 196
Incidence des variations de périmètre						
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	920		920	9		9
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :						
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire				344		344
Remboursements d'emprunts	(595)		-595	(1 199)		-1 199
Variation des comptes courants long terme	(104)		-104	(122)		-122
Variation des autres dettes financières	(15)		-15	(22)		-22
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-714		-714	-999		-999
Incidence des variations de cours des devises						
Variations de trésorerie	-167		-167	-951		-951
Trésorerie d'ouverture	-18 541		-18 541	-18 541		-18 541
Trésorerie de clôture des activités poursuivies	-18 708		-18 708	-19 492		-19 492

16. PASSIFS FINANCIERS

16.1. Endettement net

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Emprunts et dettes financières à long terme	1 503	2 771	2 227
Partie courante des dettes financières à long terme	1 400	1 364	1 296
Autres passifs non courants	2 012	2 030	2 012
Dettes financières à court terme	22 826	19 705	20 885
Dettes financières	27 741	25 870	26 420

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Dettes financières	27 741	25 870	26 420
Trésorerie active	646	997	1 393
Endettement net	27 095	24 873	25 027

* Les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : 5.30%

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0.8%

16.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus				Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
		< 1 mois	Entre 1 et 3 mois	> 3 mois	Sous-total		
Emprunts auprès des ets de crédit	1 616	211	215	439	865	751	
à plus d'un an à l'origine	22 826	22 826			22 826		
à un an maximum à l'origine	1 217	41	83	382	506	711	
Dettes financières de crédit-bail	70	14		14	28	42	
Autres dettes financières	2 012					2 012	
Autres passifs non courants *							
	30/06/2012	27 741	23 092	298	835	24 225	3 516
	30/06/2011	25 870	19 787	434	847	21 068	4 802
	31/12/2011	26 420	21 144	276	761	22 181	4 239

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 20 715 K€ au 30/06/12.

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société DUC.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des moyens de trésorerie, le poste client DUC est cédé à hauteur de 96%.

Les charges financières s'élèvent, au cours du 1^{er} semestre 2012 à 182 K€ et les commissions d'affacturage sur la même période sont de 50 K€.

17. AUTRES PASSIFS COURANTS

17.1. Détail des autres passifs courants

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Dettes fiscales et sociales	9 885	9 888	9 782
Produits différés	887	992	931
Autres dettes courantes	1 441	754	655
TOTAUX	12 213	11 634	11 368

17.2. Echancier des autres passifs courants

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	9 885	9 885		
Produits différés	887	82	290	515
Autres dettes courantes	1 441	1 441		
30/06/2012	12 213	11 408	290	515
30/06/2011	11 634	10 750	291	593
31/12/2011	11 368	10 524	297	547

18. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VARIATIONS NETTES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Variations des actifs biologiques	332	-98	64
Variation des stocks	468	-543	144
Variation des clients	-586	233	3 215
Variation de l'actif d'impôt exigible	31	83	119
Variation des autres actifs courants	917	788	-508
Variation des fournisseurs	1 290	-1 306	-2 648
Variation des passifs d'impôt courants	369	287	636
Variation des autres passifs courants	-845	500	767
TOTAUX	1 976	-56	1 789

19. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Le Groupe est notamment un opérateur national référencé sur une large gamme de produits élaborés à partir de volaille (poulet ou dinde). La nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

De plus, Duc dispose d'un département commercial unique basé sur le site de Chailley qui a la responsabilité de commercialiser l'ensemble de la gamme auprès de nos clients.

Les outils de production de Duc ont une vocation multi activités dans le secteur de la volaille. Ils sont donc comparables et constituent, agrégés, les coûts de production du produit fini commercialisé.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la transformation et la commercialisation de produits à base de volaille.

Dans le reporting de direction, le découpage retenu en matière de présentation de l'information sectorielle est la ventilation du chiffre d'affaires par type de clientèle. Le reporting interne destiné au principal décideur opérationnel (M. Joël Marchand) est calé sur les secteurs opérationnels identifiés.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

20. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Production vendue de biens	82 179	8 223	90 402	90 634	182 363
Prestations de services	996	2	998	1 449	2 718
Ventes de marchandises	14		14		
Frais de publicité	-1 225		-1 225	-1 956	-4 380
TOTAUX	81 964	8 225	90 189	90 127	180 701

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
France	94%	95%	94%
Bénélux	2%	2%	2%
Autres	4%	3%	4%
TOTAUX	100%	100%	100%

21. ACHATS CONSOMMES

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Achats de mat. prem. et autres approv.	43 905	45 472	89 956
Achats non stockés de matières et fourn.	1 916	2 068	3 909
Achats de marchandises	-4		
TOTAUX	45 817	47 540	93 865

22. CHARGES EXTERNES

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Sous traitance	1 155	989	1 898
Locations	595	595	1 212
Entretiens et réparations	2 057	2 018	3 954
Primes d'assurance	266	266	535
Personnel extérieur	3 867	2 933	6 574
Transports de biens	6 636	6 649	13 276
Déplacements, missions et réceptions	127	145	268
Autres services extérieurs	10 882	10 883	21 848
TOTAUX	25 585	24 478	49 565

Au 30/06/2012, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 6 641 K€ (13 575 K€ au 31/12/2011) et le façonnage confié à des prestataires (abattage des dindes, ...) pour 2 419 K€ (4 477 K€ au 31/12/2011).

23. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Sur immobilisations incorporelles	59	44	93
Sur immobilisations corporelles	1 352	1 327	2 678
TOTAUX	1 411	1 371	2 771

24. PERSONNEL

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Salaires et traitements	11 121	11 407	22 167
Charges sociales	4 967	4 712	9 097
TOTAUX	16 088	16 119	31 264

25. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Prix de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	108	2 150	2 196
Reprise en résultat des subventions	65	54	197
Crédit impôt recherche		68	
Autres produits d'exploitation	122	197	348
TOTAUX	295	2 469	2 741

26. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	124	2 160	2 218
Autres charges d'exploitation	12	30	80
TOTAUX	136	2 190	2 298

27. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Intérêts bancaires	257	304	644
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	37	49	92
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	294	353	736

28. RESULTATS PAR ACTION

	30/06/2012	30/06/11 *	31/12/11 *
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	-4	-1 892	-1 397
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 776	1 815	1 815
Nombre d'actions potentielles dilutives			
Nombre moyen d'actions dilué	1 776	1 815	1 815
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	-0.00	-1.04	-0.77
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	-0.00	-1.04	-0.77

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Au 30/06/2012, le capital est composé de 1 862 688 actions de 4,00 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1 862 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 86 327 actions. Il s'élève donc au 30/06/2012 à 1 776 361 actions.

29. ENGAGEMENTS

29.1. Engagements financiers donnés

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Intérêts sur emprunts non échus	111	205	146
TOTAUX	111	205	146

29.2. Engagements financiers versés

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Dépôts de garantie / emprunts		11	
TOTAUX		11	

29.3. Autres engagements

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur PROMIVI à hauteur de 340K€.

30. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe Verneuil, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers et des refacturations de prestation du service juridique.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL Participations signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor +0.5 avec un plafond de 3 000 K€.

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22 avril 2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est non rémunéré pendant cette période. L'encours fournisseur avec la CECAB est de 7 620 K€ (8 637 K€ au 31/12/11). Les charges liées à l'activité sont de 13 485 K€ (27 723 K€ au 31/12/11), et les charges financières sont de 36 K€ (58 K€ au 31/12/11).

31. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenus dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes. Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés (cf note 16).

Dans le cadre de la cession de COBRAL, une garantie d'actif et de passif a été donnée à l'acquéreur d'un montant maximum de 400 K€, jusqu'au 30/04/13. Celle-ci a été activée partiellement. Elle concerne en partie des créances recouvrables et n'impacte pas le résultat du 30/06/12.

32. JETONS DE PRESENCE

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres non salariés du conseil d'administration de DUC au 1^{er} semestre 2012 ni en 2011, 2010 et 2009.

33. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le Tribunal de commerce de Quimper a décidé, le 10 septembre 2012, de retenir l'offre de reprise partielle déposée par le Groupe DUC conjointement à GLON SANDERS HOLDING sur le couvoir DOUX d'Amilly et le site d'abattage de poulets DOUX de Boynes dans le Loiret.

A ces fins, une société par actions simplifiée, dénommée « DGS », a été constituée. Son siège social se situe à Guisriff (56560). Le capital de cette nouvelle société holding est intégralement détenu à parts égales entre le Groupe DUC et GLON SANDERS HOLDING. Cette nouvelle société sera dirigée par un Directoire sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Le projet industriel conçu par le Groupe DUC et GLON SANDERS HOLDING assure désormais la continuité d'exploitation sur ces deux sites et permet de sauvegarder 105 emplois.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

Synergie-Audit
111, rue Cardinet
75017 Paris

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

DUC

Société Anonyme

Grande Rue
89770 CHAILLEY

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Comptes consolidés condensés
Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes,

pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.5 et 15.3 de l'annexe qui font état de l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée (avantages au personnel) à compter du 1^{er} janvier 2012 et en précisent l'impact sur les états financiers.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 24 septembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Michel Bachette-Peyrade

Vincent Blestel